

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

<p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Pour la Suisse, fr. 4.</p> <p>Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.</p>	<p>L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.</p>	<p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Allemagne, fr. 5»30. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6»00. — Belgi- que, fr. 5»30. — Espagne, 6»60. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6»10. — Italie, fr. 4»80.</p>
--	--	---

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 30 NOVEMBRE 1873.

La lettre suivante, qui nous a été adressée de Genève, a été involontairement retardée de huit jours, la place nous ayant manqué pour la publier dans notre dernier numéro:

Genève, 20 novembre 1873.

Nous venons de lire dans le n° 253 (16 novembre 1873) de l'*Internationale* de Bruxelles, la réfutation promise par le prétendu G. Durand aux adversaires de l'alliance socialiste avec le PRINCE NAPOLÉON (sic).

Jamais plus piteux arguments n'ont été mis au service d'une cause aussi malpropre.

Ainsi qu'on s'y devait attendre et comme tous ses congénères — les Tolain, les Langlois, les André Murat, les Fribourg, les Héligon et tous autres Darimon de même calibre — le digne compère de l'*Avenir National* n'a pas manqué de s'abriter derrière Proudhon, pour tenter de donner à sa misérable tentative quelque apparence d'intelligence et d'honnêteté.

Aussi débute-t-il par citer quelques extraits de la *Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat*, livre publié par Proudhon, quelques mois après le 2 décembre, et en tête duquel l'éminent écrivain a placé cette épigraphe: « *Je n'écris pas contre qui peut proscrire.* »

Mais, de ce que, dans cet ouvrage, Proudhon s'attache à démontrer que le coup d'Etat est une irréfutable preuve de l'impuissance des partis politiques bourgeois en même temps que de la nécessité de la Révolution sociale, s'ensuit-il qu'on en puisse inférer que Proudhon ait jamais tenté de pousser le prolétariat à se jeter dans les bras d'un césarisme quelconque? — Loin de là. Ce livre, au contraire, renferme en une vingtaine de pages

la critique la plus vigoureuse et la plus complète qu'on ait jamais fait du système napoléonien.

Vraiment Proudhon, qui n'a jamais pu obtenir, tant elle était redoutée, de prendre sa plume de journaliste sous l'empire; Proudhon qui ne put pardonner à Darimon ses honteuses culottes de cour; Proudhon, disons-nous, serait étrangement surpris, s'il vivait, de voir un de ses prétendus disciples s'autoriser de son nom pour justifier les manœuvres bonapartistes de MM. Albert Richard, G. Durand et consorts!

En second lieu, M. G. Durand réédite dans sa réfutation et toujours pour en étayer le projet d'alliance, la vieille calomnie inventée dès juin 1848 par la séquelle des Pelletan, des Jules Simon, des Garnier-Pagès et autres misérables dont se compose encore la majeure partie des radicaux de Versailles, que les ouvriers de Paris étaient bonapartistes, ajoutant depuis que les mêmes ouvriers avaient acclamé le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Partant de cette belle donnée, le courtier en socialisme bonapartiste, nouvel Hugelmann, conclut de cette attitude supposée du peuple parisien en 1851 à la légitimité de la nouvelle alliance plonplonniste qui lui est offerte aujourd'hui.

Eh bien! Cette ineptie prouve tout simplement que ni M. G. Durand, ni ses pareils, n'ont vu goutte à ce qui s'est passé en 1851 et n'y ont par conséquent rien compris.

Sans doute, lors de l'élection présidentielle du 10 décembre 1848, il est vrai que le prolétariat parisien, en haine du général Cavaignac, si justement surnommé le *Boucher de juin*, a donné la majorité de ses voix à Louis Bonaparte.

Sans doute, trompé par les Girardin et autres faiseurs du même genre, dont les Portalis, les Albert Richard et les G. Durand ne sont que les plagiaires, le peuple de Paris a pris au sérieux les publications prétendues socialistes du major Laity, éditées sous le nom de Louis Bonaparte, et a contribué

au succès de la candidature de ce dernier, dont l'élection était d'ailleurs assurée, grâce aux manœuvres des royalistes coalisés en sa faveur dans la France entière.

Mais de ce que le prolétariat parisien commit cette faute trop explicable du reste, s'ensuit-il qu'on puisse prétendre qu'il ait ensuite acclamé le coup d'Etat qui devait amener le second empire?

Spéculant sur la mort de l'infortuné Baudin et battant depuis la caisse sur son cadavre, les républicains bourgeois de la Législative ont crié durant 20 ans que le peuple de Paris les avait trahis et avait refusé de se joindre à eux pour protester contre le coup d'Etat.

Comment en aurait-il pu être autrement? Fustillés, massacrés et embastillés sans merci par les républicains, en juin 1848, les travailleurs parisiens, désarmés en partie, mais cependant reconstitués en groupes assez sérieux, avaient voulu se lever le lendemain même du vote qui, le 31 mai 1851, portait une profonde atteinte aux droits politiques de la *vile multitude*, comme s'exprimait M. Thiers, le vieux benjamin actuel de ces mêmes républicains d'alors.

L'heure était propice; l'indignation était générale; que la Gauche eût montré quelque virilité et c'en était fait des prétentions monarchiques de tout genre. — Les gens de la Gauche, comprenant qu'ils seraient emportés du même coup, s'y opposèrent de toutes leurs forces, et rien ne put être tenté, grâce à leurs manifestes temporisateurs, c'est-à-dire à leur lâche reculade.

Au 2 décembre, la situation avait changé.

L'intervention des prolétaires parisiens dans la lutte, que les mesures militaires prises eussent rendue d'ailleurs absolument vaine, cette intervention ne pouvait avoir d'autres résultats que d'amener le triomphe de la coterie monarchique siégeant à la mairie du 10^e arrondissement, où figuraient MM. Schœlcher, Tamisier et autres républicains de ce genre, et qui venait de prendre pour chef militaire le général Oudinot, créé duc de Saint-Pancrace par Pie IX, en récompense des coups qu'il avait portés en 1849 à la république romaine.

Dans ces circonstances, le peuple de Paris — celui qui se bat — se contente de hausser les épaules. Les représentants qu'on emmenait prisonniers, conjurant les ouvriers du faubourg Antoine de « respecter la légalité » (*sic*), ceux-ci laissèrent passer et ils firent bien.

Mais peut-on inférer de cette attitude que ces ouvriers acclamèrent l'impérialisme?

Il faut pour cela n'avoir pas entendu à cette époque les reproches virulents adressés au contraire par ces mêmes travailleurs aux membres de la prétendue *Montagne* qui, conduits par l'ambitieux Michel de Bourges, avaient fait, en repoussant la loi des questeurs (1), une véritable alliance

(1) La loi dite des *Questeurs*, parce qu'elle était présentée par MM. Baze et Degoussé, alors questeurs de l'Assemblée, avait pour but, conformément à la Constitution, de réserver à l'Assemblée seule le droit de requérir la force armée. Comme cette loi était soutenue surtout par la droite et dirigée contre le président de la

avec les bonapartistes et avaient donné toutes facilités à ces derniers pour faire leur coup.

Donc, rappeler ces événements pour en étayer une aussi misérable thèse que celle soutenue par M. G. Durand, c'est témoigner ou d'une grande mauvaise foi, ou d'une ignorance absolue du caractère réel de ces mêmes événements.

Qu'après cela, ce monsieur nous vienne parler de sa personne, de son long dévouement à la cause des travailleurs, de la persistance avec laquelle depuis six ans ses adversaires l'abreuvent d'amertume; qu'il nous donne enfin « rendez-vous, le fusil sur l'épaule, place de l'Hôtel de Ville, » ce sont autant de paroles inutiles et nous ayant tout l'air de n'avoir d'autre but que de « rompre les chiens. »

M. G. Durand affirme en terminant sa réfutation, qu'il connaît les secrets désirs du peuple dont tous les aspirations tendent vers une alliance avec Plonplon, qui lui doit garantir le plein exercice du suffrage universel. Nous ne nous arrêterons pas à discuter la valeur des affirmations de ce confident des secrets du peuple. Mais si le peuple de Paris désire tellement cette alliance avec le « PRINCE NAPOLÉON », comment se fait-il donc que la campagne de l'*Avenir National* ait si piteusement avorté, ainsi que, dès avant sa suppression, ce journal a dû le constater en se plaignant d'avoir été mal compris?

Vraiment M. G. Durand joue de male chance!

Quant à ses jérémiades sur l'atteinte portée à sa considération par les critiques faites de ses correspondances bonapartistes, nous en sommes peu touchés, nous l'avouons, surtout en présence de sa réfutation.

Etant donné en effet qu'il eût été entraîné par seule légèreté à emboîter le pas à MM. Portalis et Albert Richard dans cette honteuse campagne, il n'avait qu'à le reconnaître simplement et en toute franchise.

Il persiste au contraire à patauger dans cette fange au risque de s'y engloutir. — Libre à lui, mais qu'alors il ne s'étonne pas du dégoût qu'il soulève.

Malgré le masque qui recouvre son visage à cette heure, la tache indélébile qu'il s'est volontairement imprimée, le fera toujours facilement reconnaître.

G. LEFRANÇAIS.

Le *Volksstaat* du 26 novembre revient aussi sur les correspondances de M. G. Durand, et à ce sujet il adresse au *Mirabeau* la singulière interpellation que voici:

« Le *Mirabeau* de Verviers a très mal pris nos remarques sur l'affaire Durand, et il a prétendu que le *Volksstaat*, qui « dirige depuis trois ans contre nous » (*les ouvriers belges*, ajoute entre

République, la *Montagne*, pour faire échec à la droite, se joignit aux bonapartistes et la loi fut repoussée. Ceci se passait dans les derniers jours de novembre 1851. — Ou sait ce qu'il advint de cette fausse manœuvre de la *Montagne*.

parenthèses le *Volksstaat*) « des calomnies dont l'odieux n'est égalé que par le ridicule, » aurait déclaré que « pour les anti-autoritaires (bakounistes) la révolution c'est le bonapartisme. »

» Nous invitons l'auteur de l'article du *Mirabeau* (ajoute le *Volksstaat*) 1^o à nous faire voir l'endroit où nous aurions émis cette dernière déclaration, et 2^o à nous citer quelque passage du *Volksstaat*, depuis sa création, où notre journal aurait calomnié les ouvriers belges. S'il peut nous montrer une seule expression qui soit blessante pour nos frères belges, nous sommes prêts à la retirer. Nous attendons de la loyauté du *Mirabeau* une réponse à cette interpellation. »

Si les rédacteurs du *Volksstaat* avaient lu le *Mirabeau* avec plus d'attention, ils auraient vu que l'article qui fait l'objet de leur interpellation n'émanait pas de la rédaction du journal belge, mais était simplement la reproduction d'un article du *Bulletin*, paru dans notre numéro du 2 novembre. Le *Mirabeau* a eu soin de l'indiquer, en faisant précéder cette reproduction de ces mots : « Nous publions aujourd'hui ce qui suit, du Conseil fédéral jurassien. »

C'est donc en réalité à l'organe officiel de notre fédération, et non au *Mirabeau*, que s'adressent les observations du *Volksstaat*. Qu'il ait à dessein feint de ne pas s'en apercevoir, ou qu'il se soit trompé de bonne foi, c'est une question de détail. L'essentiel, pour nous, c'est la réponse que nous avons le droit et le devoir de lui faire.

En premier lieu, faisons remarquer que lorsque nous avons parlé dans notre article du 2 novembre reproduit par le *Mirabeau*, des « calomnies que le *Volksstaat* dirige contre nous depuis trois ans, » nous ne signifiait pas les ouvriers belges, comme voudrait l'insinuer le *Volksstaat* pour embrouiller la question. Nous, c'était d'une façon générale le parti anti-autoritaire dans l'Internationale. Ce que nous aurons à prouver, ce n'est donc pas que le *Volksstaat* a calomnié les ouvriers belges en particulier, mais qu'il a calomnié et calomnie tous les jours le parti anti-autoritaire en général.

Et maintenant, voici notre réponse aux deux interpellations du *Volksstaat*.

Il nous demande premièrement en quel endroit il aurait déclaré que « pour les anti-autoritaires (bakounistes) la révolution c'est le bonapartisme. »

Réponse. Prenez le *Volksstaat* du dimanche 19 octobre 1873, 2^e page, 1^{re} colonne, ligne 8; vous y lirez ces mots que nous n'avions fait, dans notre article, que citer textuellement : « Revolution ist also diesen Bakunisten identisch mit Bonapartismus » (La révolution, pour ces bakounistes, est donc la même chose que le bonapartisme).

On voit donc que nous n'avions rien inventé, et le *Volksstaat*, en nous donnant un démenti, n'a fait que prouver une fois de plus sa mauvaise foi.

En second lieu, le *Volksstaat* désire que nous lui montrions un passage où il aurait calomnié les ouvriers belges; et comme on l'a vu plus haut,

nous sommes tenus seulement à faire voir qu'il a calomnié et calomnie le parti anti-autoritaire dans son ensemble.

Réponse. Prenez la collection du *Volksstaat* et cherchez-y tous les articles qui ont rapport à la querelle suscitée par les marxistes à la fédération jurassienne d'abord, puis à toutes les fédérations qui ont protesté contre les abus de pouvoir du Conseil général. Vous n'y trouverez que travestissement des faits, attaques personnelles, mensonges odieux et burlesques à la fois. Il n'y s'agit pas de tel ou tel passage isolé, il s'agit de tout un système poursuivi avec une persévérance et un acharnement sans exemple. Aujourd'hui encore, quand les haines sembleraient devoir s'apaiser quelque peu, le *Volksstaat* continue à injurier presque dans chacun de ses numéros, les personnes et les principes des fédérations anti-autoritaires; nous en avons donné un échantillon l'autre jour à propos des ouvriers espagnols; et nous pourrions multiplier les citations, si nous ne craignons de dégoûter nos lecteurs, qui sont fatigués et écœurés de ce débordement de haine et de mensonge.

Nous n'aurions même pas relevé du tout l'entrefilet du *Volksstaat* auquel nous répondons, si ce n'avait pas été tout spécialement pour nos abonnés d'Alsace. Beaucoup d'ouvriers alsaciens lisent le *Volksstaat*, et à diverses reprises on nous a témoigné de l'étonnement de nous voir n'opposer que le silence du mépris aux calomnies dont nous étions l'objet dans les colonnes de ce journal. Nos lecteurs jurassiens, qui sont depuis trois ans rassasiés de polémique, voudront bien, par cette considération, nous pardonner si de temps en temps nous nous occupons encore des malpropretés des marxistes d'Allemagne.

Un mot pour finir. Le *Volksstaat* n'ayant jamais accepté de faire l'échange avec le *Bulletin*, ne reçoit pas notre organe. Toutefois, nous aurons soin de lui faire parvenir le présent numéro. Mais pour plus de sûreté et pour qu'il ne puisse pas prétexter d'ignorance, nous serions obligés au *Mirabeau* s'il reproduisait notre réponse.

La *Tribune du Peuple* se flatte que nous lui avons fait l'honneur de nous occuper d'elle de nouveau dans notre numéro du 16 novembre. Elle se trompe : notre article était consacré à la manifestation du 26 octobre, et à rien d'autre. Nous avons déclaré à la *Tribune* qu'à l'avenir nous ignorerions complètement ses injures; la lecture de son dernier numéro n'a fait que nous fortifier dans notre résolution. Comment voudrait-on que nous discussions sérieusement avec un journal dans lequel on peut lire, page 343, 2^{de} colonne (numéro du 23 novembre) cette ligne qui éclaire d'un jour bien significatif le socialisme de MM. Frossard, Chodat, Boéchat et Boy de la Tour : « Nous donnons toute notre confiance aux curés libéraux. »

Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

Le Congrès trimestriel de la Fédération belge aura lieu à Gand le jeudi 25 et vendredi 26 décembre prochain.

Voici son ordre du jour :

1^o Rapport des comptes du Conseil fédéral belge et du journal *l'Internationale* ;

2^o Révision des statuts de la fédération belge ;

3^o Renouvellement du Conseil fédéral et son transfert dans une autre localité ; s'il y a lieu pour l'organe du Conseil de le suivre dans sa nouvelle résidence (comme impression.)

Après le Congrès, grand meeting ayant pour ordre du jour : Des principes de l'Internationale et de la solidarité à établir entre les travailleurs pour leur assurer l'indépendance vis-à-vis des patrons.

Espagne.

Les procès-verbaux de la Commission fédérale espagnole ne nous apportent, depuis quinze jours, que des récits de persécutions nouvelles.

A Alcoy, plusieurs internationaux, entre autre les compagnons Segui, tisseur en laine, membre du Conseil fédéral, ont été emprisonnés. Les bourgeois d'Alcoy, soutenus par le gouvernement républicain, ayant vu que ni par la séduction, ni par les menaces, ils ne pouvaient désorganiser la puissante fédération de cette ville, font maintenant un suprême effort, en emprisonnant les plus actifs parmi les ouvriers.

A Cordoue, un membre de la section, le compagnon Cervantes, qui était professeur à l'université libre, a été destitué pour avoir enseigné des doctrines anti-catholiques. C'est M. Angel de Torres, député *intransigent*, qui a demandé et obtenu sa destitution, se fondant sur ce que le compagnon Cervantes enseignait « que l'Église catholique est une institution purement humaine, aux funérailles de laquelle nous assistons en ce moment. »

Le compagnon Marselau, ex-délégué au Congrès de la Haye, a été emprisonné par ordre du gouverneur de Séville.

Les grèves des fileurs et tisseurs mécaniques à Monistrol et San Andrés de Palomar, se sont terminées à la satisfaction des grévistes. Le triomphe de la grande grève de Sallent, dont nous avons parlé dans un précédent numéro, est assuré.

Fédération jurassienne.

On nous écrit du Val de St-Imier :

« Notre fédération ouvrière continue à marcher d'une façon satisfaisante. La coopération de consommation donne de bons résultats ; sans doute on ne peut pas en attendre une amélioration réelle et permanente de la position de la classe ouvrière, mais du moins elle intéresse à l'association, par ses résultats immédiats, un certain nombre d'ouvriers qui sans cela resteraient en dehors de tout mouvement, et qui, une fois attirés dans ce milieu, sont facilement gagnés par la propagande aux principes socialistes.

La coopération de production est de toute autre nature ; et bien qu'au Locle on ait fait de cette dernière un essai qui a parfaitement réussi, chez nous aucun groupe d'ouvriers n'a encore tenté une entreprise de ce genre. C'est que, au sujet de l'association de production, il y a le pour et le contre ; elle ne produit pas uniquement des résultats avantageux, et avant de s'y engager, il faut y regarder à deux fois. D'abord, pour que dans notre milieu bourgeois un atelier coopératif réussisse, il faut des circonstances exceptionnelles :

toutes les professions ne s'adaptent pas également bien à ce genre de coopération ; puis le choix du personnel a une grande influence sur le succès ; enfin, selon les localités, les conditions d'une concurrence heureuse contre les patrons sont plus ou moins faciles.

Mais, en supposant même un atelier coopératif en pleine prospérité au point de vue matériel, il y a encore d'autres considérations d'une grande valeur qu'il ne faut pas perdre de vue, et qui sont de nature à faire hésiter. D'abord les coopérateurs risquent, une fois leur indépendance assurée, de devenir de petits bourgeois ; et ainsi des éléments intelligents et actifs, qui, s'ils étaient restés au sein du prolétariat militant, auraient été de précieux auxiliaires, peuvent être perdus pour la cause socialiste. D'un autre côté, ceux des ouvriers qui continuent à travailler chez les patrons, sont presque fatalement amenés à voir de mauvais œil les coopérateurs, dont ils envient la position privilégiée ; et ainsi peut se trouver créée, au sein d'un corps de métier, une scission très préjudiciable aux intérêts généraux. — Nous le répétons, pour échapper à ces écueils, il faut des circonstances toutes particulières : et surtout en ce qui concerne les dangers que nous avons signalés en dernier lieu, ils ne peuvent être conjurés que par une sincère abnégation et un dévouement à toute épreuve à la cause révolutionnaire, tant de la part des coopérateurs que des ouvriers travaillant chez les patrons.

On s'explique facilement que toutes ces raisons, soigneusement pesées dans la balance, fassent réfléchir ceux qui pourraient prendre l'initiative d'ateliers coopératifs. Ce n'est pas que chez nous l'idée soit regardée comme impraticable ; nous voulons dire seulement que jusqu'à ce jour, n'en déplaise à certains socialistes bourgeois qui nous critiquent sans rien comprendre aux questions, une occasion favorable et réellement décisive ne s'est pas présentée. »

Selon les nouvelles que nous recevons de Bienne, il se produit dans cette localité un mouvement qui nous donne de bonnes espérances de voir bientôt les sociétés ouvrières s'y constituer en fédérations locales. Il serait bien temps que Bienne, l'un des centres les plus importants de l'industrie horlogère, renaisse à la vie sociale ; et nous espérons que les ouvriers qui ont pris en mains le projet dont nous parlons, ne se laisseront pas arrêter par les difficultés qui accompagnent inévitablement toute entreprise sérieuse.

Avis.

POUR PARAÎTRE APRÈS LA NOUVELLE ANNÉE
A BRUXELLES.

CONSIDÉRATIONS ET RECHERCHES
SUR LE

PROBLÈME SOCIAL

AU XIX^e SIÈCLE

Par C. De Paepé.

Ouvrage en 4 volumes format in-12.

1^{er} volume. — Position du problème social.

2^{me} volume. — Données scientifiques du problème social. Livre I : Données biologiques. (Ce volume est divisé en 2 parties, savoir :

1^{re} partie. Données physiologiques du problème social.

2^{me} partie. Données agronomiques du problème social.

3^{me} volume. — Données scientifiques du problème social. Livre II : Données sociologiques. (Ce volume est divisé en 2 parties, savoir :

1^{re} partie. Données historiques du problème social ;

2^{me} partie. Données économiques du problème social.

4^{me} volume. — Des tendances du mouvement ouvrier au XIX^e siècle, ou données pratiques du problème social.